Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 1922.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1922 (1).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 22 février 1922.

A. Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement que je propose d'apporter au projet de Budget de la Dette publique pour l'exercice 1922.

Ensuite de cet amendement, le dit projet de Budget s'élèvera :

Pour les dépenses ordinaires, à	fr. 1,132,621,087 42
Pour les dépenses exceptionnelles, à	181,000 »
ENSEMBLE.	fr. <u>1,132,802,087 42</u>

Agréé, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

(1) Budget n° 24 - II.

AMENDEMENT.**Première section. — Dépenses ordinaires.****Eerste sectie. — Gewone uitgaven.****CHAPITRE PREMIER.****EERSTE HOOFDSTUK.****Service de la Dette proprement dite.****Dienst der eigenlijk gezegde Schuld.**

§ 2. — Annuités diverses.

§ 2. — Jaarrenten van verschillenden aard.

ART. 18^{bis} (nouveau). — *Participation de l'État dans les charges de l'emprunt de 72,500,000 francs, à 6 %, autorisé par l'arrêté royal du 8 février 1922, à émettre par la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux. (Loi du 10 février 1922.). fr. 725,000 »*

ART. 18^{bis} (nieuw). — *Deelneming van den Staat in de lasten der leening van 72,500,000 frank, tegen 6 %, toegelaten bij het koninklijk besluit van 8 Februari 1922, uit te geven door de Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux. (Wet van 10 Februari 1922.)*
 fr. 725,000 »

NOTE.

L'emprunt à émettre par la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux consistera en 145,000 bons de caisse, d'une valeur nominale de 500 francs chacun, remboursables dans un délai de dix ans.

Ces bons seront cédés à la Société du Crédit communal de Belgique au taux de 96 %, sauf un capital de 10 millions de francs, pour lequel le taux de cession est fixé à 95 %. Ils produiront un intérêt annuel de 6 %, prenant cours le 1^{er} mars 1922, payable semestriellement le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année, et, pour la première fois, le 1^{er} septembre 1922.

Pour l'année 1922, il y a donc lieu de prévoir le paiement d'un coupon semestriel de 15 francs, soit pour 145,000 bons : $145,000 \times 15 = 2,175,000$ francs. L'État participant à concurrence d'un tiers au maximum dans les charges du dit emprunt, cette participation pourra s'élever, pour l'exercice 1922, à 725,000 francs, montant du crédit sollicité.